

Solidarité avec le mouvement de contestation en Iran !

La brèche

Depuis le mois de juin 2009, divers secteurs de la société iranienne se mobilisent contre le pouvoir dictatorial en place de la République islamique. Cette mobilisation, dans la rue, stimule – en ayant d'abord profité – les contradictions entre diverses fractions au sein même du régime. Mais elle reflète aussi les rapports conflictuels entre le pouvoir et de larges secteurs, hétérogènes, de la société iranienne.

Une certaine « gauche », au nom d'un prétendu anti-impérialisme du régime d'Ahmadinejad et de couches populaires qu'il contrôle et mobilise, se refuse à défendre, sans réserves, toutes les revendications démocratiques avancées par un mouvement certes fort disparate au plan idéologique et politique. Cette « gauche » ignore aussi les choix économiques néoli-

béraux d'Ahmadinejad qui a privatisé de nombreux secteurs de l'économie et qui a transféré une partie des richesses dans les mains d'institutions telles que celle des Gardiens de la révolution. Ce qui a abouti à une « paramilitarisation » du régime d'Ahmadinejad. Cela s'explique, entre autres, dans les formes de répression les plus brutales que l'on a pu constater le 27 décembre 2009 et le 11 janvier 2010 et lors de nombreuses arrestations. Les menaces et les sanctions des Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes facilitent, de fait, ce processus de « paramilitarisation » du pouvoir, lui fournissant de multiples prétextes.

Depuis fort longtemps, silence est fait par les grands médias sur la répression frappant directement les travailleurs et travailleuses d'Iran ainsi que leurs tentatives

d'organisation syndicale. Un des piliers de la politique de la République islamique est l'interdiction de toute organisation syndicale ou analogue indépendante. Ce d'autant plus que la crise économique et sociale est d'ampleur. En ce sens, il nous paraît important de reproduire ici le texte de l'association « Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens ». (*La Brèche*)

www.labreche.ch

www.alencontre.org

Articles sur la Suisse et sur la situation internationale.

En allemand : www.debatte.ch, www.bfs-basel.ch, www.bfs-zh.ch

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU doit examiner, lundi 15 février 2010, la situation des droits de l'Homme en Iran dans le cadre de sa procédure d'Examen périodique universel (EPU) visant à passer en revue en quatre ans les 192 États membres de l'ONU.

Il ne fait de doute pour personne que la République Islamique d'Iran est une dictature moyenâgeuse et sanguinaire. De l'élimination de toutes les forces démocratiques et des exécutions massives des opposants au régime en 1988, en passant par l'instauration de lois hostiles aux femmes et l'écrasement des revendications sociales et démocratiques des travailleurs, de la jeunesse et des minorités nationales et religieuses, la République Islamique et ses dirigeants ont les mains entachées de sang.

Depuis 8 mois, et les élections truquées de juin 2009, des centaines de milliers d'Iraniens de tous âges et de toutes les origines sociales descendent dans la rue à la moindre occasion. Les peuples d'Iran défient le régime à chaque fois que possible. Cela a encore été le cas le 11 février 2010 lors des cérémonies officielles de commémoration de la révolution de 1979. A chaque fois les pasdaran et le pouvoir répondent par la violence.

Malgré une répression de plus en plus dure, des arrestations massives, des tortures à grande échelle, des viols et passages à tabac en pleine rue, la population ne désarme pas. Même les exécutions des prisonniers politiques accusés d'être « ennemis de Dieu » ou les condamnations à mort, comme c'est le cas pour 10 personnes dont le pouvoir a publié les noms, n'entament pas la détermination de celles et ceux qui luttent pour la liberté, l'égalité et la justice sociale.

De la contestation électorale au rejet des fondements même de la République Islamique, le mouvement de contestation ne cesse de s'étendre et de s'approfondir aux villes moyennes et petites.

La crise politique se conjugue à une crise économique et sociale profonde. Les travailleurs qui réclament le paiement de leur salaire et qui luttent pour le droit de s'organiser en syndicat indépendant font l'objet d'une répression violente. Arrestations, licenciements punitifs, pressions en tout genre sur leur famille, le pouvoir mène une politique anti-ouvrière violente et défend ses propres privilèges. Plus que tout, le régime a en mémoire le mouvement gréviste des travailleurs iraniens qui en 1979 a contribué fortement à la chute de la monarchie.

- Notre association, solidaire des peuples d'Iran et des travailleurs, condamne avec force toutes les atteintes aux droits civiques et élémentaires.

- Nous exigeons la libération sans conditions de tous les manifestants arrêtés, ainsi que de tous les prisonniers politiques et d'opinion en Iran.

- Nous réitérons notre opposition à la peine capitale et appelons à une mobilisation encore plus forte des organisations de défense des droits de l'Homme afin de contrer les actes barbares de la République Islamique d'Iran;

- Nous soutenons la lutte des femmes pour l'égalité des droits et pour la liberté;

- Nous soutenons les droits démocratiques des peuples d'Iran;

- Nous soutenons la lutte des travailleurs pour le droit de s'organiser.

Plus que jamais, le mouvement de contestation en cours en Iran a besoin de la solidarité des mouvements sociaux et des progressistes du monde entier.

- **Vive la démocratie!**

- **Vive la laïcité!**

- **Vive l'égalité et la justice sociale!**

- **A bas la République Islamique en Iran!**